

Programmes multisectoriels au niveau infranational :

Une étude de cas dans
les régions de Matam et
Kédougou, au Sénégal



Auteurs

Ambarka Youssoufane (spécialiste régional Projet Gestion des connaissances - ENN), Tui Swinnen (Coordinatrice Globale Projet gestion des connaissances - ENN), Jeremy Shoham et Carmel Dolan (directeurs techniques de l'ENN).

Remerciements

Nous voulons particulièrement remercier Abdoulaye Ka (Coordinateur du Mouvement SUN au Sénégal et Coordinateur de la cellule de lutte contre la malnutrition); Le docteur Balla Moussa Diedhiou (Directeur pays de Nutrition International); Abderamane Djiré (Coordonnateur national adjoint - USAID / YAAJEENDE) et Kadhim Ann (Gouverneur Adjoint - Kédougou) qui ont facilité et contribué à l'organisation de cette étude.

Nos remerciements aussi à Alioune Diouf (Responsable Régional de la CLM - Kédougou et Tambacounda); Abbasse Ndour (Responsable Régional de la CLM - Matam et Département de Podor); Abdoulaye Ndiaye (Directeur de projet - Projet PINKK); Issa Djibril (Coordinateur Régional - USAID / YAAJEENDE, Matam) votre participation est essentielle au succès de cette étude.

Nos remerciements particuliers à nos évaluateurs Christophe Breyne (Directeur de la section Nutrition de l'Office Régionale Afrique de l'Est FAO) et Gadiaga Aïda (Animateur National - REACH, Sénégal).

Nous voulons faire une mention spéciale à aux intervenants sur le terrain que nous avons rencontrés et dont les témoignages constituent la richesse et la diversité de cette étude : Tamsir Sakho (Directeur Régional - Développement Rural de Kédougou); Alphousseyni Diallo (Coordinateur Technique - Projet PINKK pour World Vision, Kédougou); Adama Ba (Responsable de la Division Régionale du Planning et de la formation de l'Agence pour le Développement, Kédougou); Binta Diop (Animateur de USE, Commune de Ourosidi, Région de Matam); Docteur Abdou Khoudoss Diop (Directeur Député de l'Office Régionale de la production de bétail, Matam); Tidjani Diallo (Député Maire de la Commune de Ourosidi, Région de Matam); Allassane Barry (Relais Communautaire USAID / YAAJEENDE à Bokidiawé, Matam).

Photo credits and videography: Jonah Klein (Digital Content Producer - ENN)



Acronym

ACF	Action contre la faim (ACF)
ADC	Agent de Développement Communautaire
AECID	Agence Espagnole de Coopération Internationale pour le Développement
AGIR	Alliance Globale pour l'Initiative Résilience
ARD	Société de Développement Régional
ATPC	Assainissement total Piloté par la Collectivité
BAD	Banque Africaine de Développement
BEN	Bureau National Exécutif
BER	Bureau Exécutif Regional
C4D	Communication pour le Développement
CLM	Cellule de lutte contre la malnutrition
CLUSA	Ligue de Coopération des Etats-Unis d'Amérique
CNSA	Comité National pour la Sécurité Alimentaire
CRD	Comité Régional de Développement
CSO	Organisation de la Société Civile
DGG	Debbo Galle (groupe de femmes)
DID	Développement international Desjardins
DRIARS	Projet de développement de Résilience à l'Insécurité Alimentaire Récurrente au Sénégal
ECHO	Protection Civil Européenne et Opérations d'Aide Humanitaire
FAO	Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture
GTC	Groupe de Travail Citoyen
KII	Entrevues avec des personnes-ressources
NCA	Analyse nutritionnelle causale
MAG	Malnutrition Aigue Globale
MAER	Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement Rural
MAS	malnutrition aiguë sévère (SAM)
NCBA	Association Coopérative nationale D'affaires
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PAA	Programme d'Achat d'Aliments
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PASALOUKAF	Projet d'Aide à la Sécurité Alimentaire dans les régions de Louga, Matam et Kaffrine
PCIMAS	Gestion intégrée de malnutrition aiguë sévère
PINKK	Programme Intégré de Nutrition à Kolda et Kédougou
PLDM	Projet de Lutte contre les Déterminants de la Malnutrition
PRACAS	Programme pour l'Accélération de la Croissance de l'Agriculture au Sénégal
PRAPS	Projet d'aide au Programme de Pastoralisme au Sahel
PRODAM	Projet pour le Développement de l'Agriculture à Matam
P2RS	Programme de Renforcement de la Résistance à l'Insécurité Alimentaire et Nutritionnelle au Sahel
PROACT	Projet pour le Renforcement de la Gouvernance de la Sécurité Alimentaire et la Nutrition
PRN	Programme du Renforcement en Nutrition
PSE	Plan du Sénégal Emergent
SMART	Surveillance Standardisée et Évaluation de l'Aide Humanitaire et Transitions
SPC	Surveillance de la Promotion de la Croissance
SUN	Renforcer la Nutrition
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
USAID	Agence des États-Unis pour le Développement International
USE	Union pour la Solidarité et l'Entraide

Table des matières

Note de synthèse	1
Exposé	2
Section 1: le contexte	3
Plans nationaux de nutrition et architecture institutionnelle	4
Deux régions d'étude	5
Matam	5
Kédougou	5
Section 2: élaboration des programmes de nutrition et coordination	6
Structures de coordination	6
Section 3: Mise en oeuvre	9
Coordination au niveau régional	10
Section 4: Analyse et discussion stratégique	14
Décentralisation	14
Suivi et évaluation	15
Financement	15
Travail multi secteur au Sénégal	15
Enjeux du secteur	16
Moyens	16
Section 5: Conclusions	17
Annexes	18



Note de synthèse

Cette étude de cas a été réalisée dans le cadre de travaux entrepris par ENN afin de documenter le déroulement d'un programme multisectoriel en matière de nutrition dans plusieurs pays, principalement au niveau infranational. Intervenant dans le cadre des activités de ENN relevant du programme d'Assistance Technique à la Nutrition (TAN), financée par le département du Développement International Britannique (DFID) afin de soutenir le mouvement SUN (Renforcement de la nutrition) dans sa seconde phase (2016-2020). Pour les praticiens et législateurs travaillant dans le secteur de la nutrition, il n'existe que peu d'informations sur la manière dont les programmes nutritionnels et multisectoriels sont mis en œuvre et financés par une architecture institutionnelle déjà en place à un niveau national et infranational dans les pays les plus touchés. À ce jour, ces informations restent largement limités au niveau infranational. L'objectif principal de ENN n'est pas d'analyser les facteurs de changement conduisant à de nouvelles approches des programmes de nutrition, mais de mettre sur pied des études de cas décrivant en détail leur mise en œuvre. L'accent est mis sur la façon dont les secteurs travaillent ensemble pour déployer des

programmes et comment une nouvelle approche des programmes est en adéquation avec l'architecture institutionnelle existante. En documentant l'expérience des différentes parties prenantes impliquées dans les programmes de nutrition multisecteurs au niveau infranational et au niveau de l'exécution, nous pouvons tirer des enseignements importants qui nous aideront à élaborer nos futures approches et pratiques.

Au Sénégal, la question de l'insécurité de la nutrition reste une préoccupation significative, malgré des efforts concertés du gouvernement depuis quelques décennies pour répondre au problème de la malnutrition notamment par des interventions multi-secteurs en nutrition. Les deux régions sur lesquelles se concentre ce travail, Matam et Kédougou, manifestent des variations régionales significatives dans le type de malnutrition dans le pays. A Matam il y a un fort risque d'émaciation, bien au-dessous de la moyenne nationale, alors que Kédougou a un des taux les plus élevés de retard de croissance dans le pays.

Cette étude a été préparée grâce aux informations recueillies lors d'une série d'entretiens semi-structurés réalisés par les Informateurs Interviewers Clef (KII) au

niveau national dans deux districts, Matam et Kédougou. Dans chaque district, un seul programme a été sélectionné afin d'explorer la programmation multisectorielle au niveau infranational. Les interviews ont été réalisées avec des parties prenantes impliquées dans la mise en oeuvre de ces interventions en nutrition multisectorielles; particulièrement dans le projet Yaajeende à Matam et PINKK à Kédougou. Les interviews ont aussi été réalisées avec des intervenants du gouvernement de différents secteurs ainsi que la *Cellule de Lutte contre la Malnutrition (CLM)*, l'agence nationale responsable de la nutrition. La documentation se concentre sur les mécanismes de mise en oeuvre, les défis et opportunités identifiés par les personnes travaillant au niveau infranational et des enseignements tirés sur la mise en oeuvre d'interventions en nutrition d'un point de vue opérationnel.

Ceci est l'une des 3 études de cas de pays produites dans cette série et accompagnée d'une synthèse

papier qui révèle des thèmes émergents et des enseignements des trois pays pris comme exemple.

Exposé

Ce travail est divisé en cinq sections. La section 1 fournit une vue d'ensemble du contexte de la nutrition dans le pays et de l'information de fond des régions cibles Matam et Kédougou. Cette section décrit aussi comment l'architecture institutionnelle de la nutrition est configurée au Sénégal. La section 2 décrit l'architecture de la nutrition et la gouvernance dans le pays et comment les programmes de nutrition sont mis en oeuvre et coordonnés. La section 3 décrit la mise en oeuvre de deux programmes cibles PINKK et Yaajeende. Enfin, la section 4 contient l'analyse et le débat de la rubrique et la section 5 expose des conclusions.

Élaboration de programmes de nutrition

Dans un souci de simplicité, nous avons répertorié cinq types de programmes ou aménagements pouvant améliorer les interventions en matière de nutrition :

- i) De multiples secteurs se rejoignent quant à la pertinence de cibler les foyers ou groupes démographiques vulnérables en matière de nutrition pour leur offrir des services en lien avec les programmes, tels les *services destinés aux ménages les mille premiers jours*.
- ii) De nombreux secteurs se rassemblent autour du village ou de la commune considéré(e) vulnérable sur le plan nutritionnel; par exemple *les agents de santé et les agriculteurs utilisent la même liste de bénéficiaires ciblés pour offrir une aide complémentaire en matière d'agriculture et de nutrition dans le même village ou commune*.
- iii) Les messages portant sur la nutrition sont incorporés dans le travail et les activités d'autres secteurs ; par exemple, *les modifications apportées au programme d'enseignement doivent inclure des modules portant sur la nutrition et véhiculer des idées tournant autour d'une modification des habitudes alimentaires (BCC behaviour-change communication) dans le cadre d'un programme de protection sociale*.
- iv) Les secteurs ayant une influence sur la nutrition modifient ou ajoutent des données dans les programmes, par exemple *remplacer la volaille par du bétail laitier, introduire des graines pour fortifier l'agriculture, modifications de l'équipement*.
- v) Les plateformes de nutrition utilisées pour introduire des messages de sensibilisation à la nutrition provenant d'autres secteurs; par exemple *nourriture et hygiène, nécessité d'adopter une alimentation variée, etc.*



1 Le contexte

Le Sénégal est un pays du Sahel sur la Côte Ouest Africaine, au bord du désert du Sahara. Le pays a une population d'environ 15.3 millions¹, desquels environ 23% vivent dans la région de Dakar, la capitale, et 40% vivent dans des zones rurales. Le Sénégal est divisé en 14 régions administratives² et borde la Gambie, la Guinée, le Mali et la Mauritanie.

Dans l'Index de Développement Humain (HDI), le Sénégal est classé 162 sur 188 pays, d'après le rapport de UNDP de 2016³, avec une croissance économique modeste pendant la période de 2007 à 2013. Cependant, cette situation s'est améliorée ces dernières années, avec une croissance de 6.5% entre 2016 et 2017, ce qui fait du Sénégal l'un des pays les plus performants économiquement de l'Afrique subsaharienne⁴. Au cours des dernières années, le taux de pauvreté au Sénégal a diminué peu mais continuellement, pour passer de 55% en 2000 à 46.7% en 2010. Malgré le manque de données statistiques récentes, les projections indiquent que le progrès dans la réduction de la pauvreté est modéré et que le Sénégal a toujours un haut niveau de pauvreté. Basées sur les changements du PIB par habitants, les simulations suggèrent que la pauvreté a diminué de 3% à 6 % sur la période de 2011 à 2015, principalement dans les zones rurales grâce aux meilleures performances agricoles⁵.

L'agriculture occupe une grande partie de la population nationale, avec environ 72% des ménages qui vivent de l'agriculture. L'agriculture est encore traditionnelle et beaucoup de populations agricoles doivent faire face à une insécurité alimentaire et nutritionnelle, une préoccupation constante du gouvernement malgré les efforts de ces dernières années qui ont participé à la diminution des taux de malnutrition.

Le Sénégal est l'un des pays les plus stables politiquement en Afrique subsaharienne et qui n'a pas vu d'interruption dans le processus démocratique depuis l'indépendance. En 2013, le gouvernement a adopté et soutenu la mise en place d'un plan de développement national ambitieux, le Plan du Sénégal Emergent (PSE), avec des objectifs ambitieux pour 2035 pour permettre au pays d'échapper au cycle de croissance économique faible et développement lent. Le PSE a trois axes stratégiques :

1. La transformation structurelle des bases de l'économie;
2. Promotion du capital humain; et
3. Bonne gouvernance et état de droit

¹ www.populationdata.net/pays/senegal/

² www.sec.gouv.sn/Presentation-generale.html

³ http://hdr.undp.org/sites/default/files/HDR2016_FR_Overview_Web.pdf

⁴ www.banquemonddiale.org/fr/country/senegal/overview

⁵ <https://donnees.banquemonddiale.org/indicateur/SI.POV.NAHC?locations=SN&view=map>

Plans nationaux de nutrition et architecture institutionnelle

Le gouvernement s'est engagé à long terme à réduire la malnutrition au Sénégal, avec une approche en développement pour s'attaquer à un problème qui a vu plusieurs phases durant les dernières décennies. Le niveau auquel les taux de malnutrition ont été réduits a varié, avec une forte période de réduction dans les années 90 et le début des années 2000. Malgré que les taux de malnutrition soit sensiblement plus bas que ceux observés dans la plupart des pays de la région, le Sénégal n'est actuellement pas dans la bonne voie pour atteindre les objectifs de l'Assemblée pour la Santé Mondiale (WHA 'World Health Assembly') qui sont liés à la malnutrition⁶. En outre, les taux de malnutrition montrent des variations importantes au niveau régional dans le pays, avec le taux de malnutrition aigüe dans les régions septentrionales atteignant 12%, tandis que les taux de retard de croissance sont à environ 26% dans les régions du sud⁷.

La nutrition a été prise en compte par l'actuel PSE au Sénégal à travers le second axe, la promotion du capital humain. Ainsi, le gouvernement met actuellement en place des stratégies pour renforcer la nutrition à travers le développement de nouvelles politiques et de plans, qui incluent :

- La Politique Nationale de Développement en Nutrition (PNDN 2015-2025)⁸;
- Le Plan de nutrition multisectoriel (PSMB 2017-2021).

Ces politiques et stratégies ont pour but de renforcer les programmes de nutrition et d'assurer une approche cohérente de la nutrition. Institutionnellement, cela est pris en charge par la CLM, l'agence du gouvernement qui dirige la mise en oeuvre et la coordination de la nutrition au Sénégal. Créée en 2001; la CLM est placée sous l'autorité du Premier Ministre, et a l'autorité pour coordonner les politiques nationales de nutrition. C'est une plateforme multisectorielle composée de sept ministères du gouvernement, ainsi que des sociétés civiles et des ONG. Le coordinateur de la CLM est également le coordinateur de SUN pour le pays. Depuis son adhésion au mouvement SUN en 2011, le Sénégal a mis en place plusieurs réseaux SUN notamment le réseau des donateurs avec la coopération canadienne comme coordinateur, le réseau des nations unies et le réseau de la société civile. Un réseau du secteur privé est en cours de mise en place et un coordinateur a déjà été identifié.

La CLM inclut des représentants de tous les ministères techniques clés compétents en matière de nutrition (Santé, Agriculture, Industrie, Économie et Finance,

Education et le Ministère de la Décentralisation); les officiels élus localement (Association nationale de Conseillers Locaux); et les représentants de la société civile. La CLM dispose d'un Bureau Exécutif National (BEN) avec à sa tête un coordonnateur national et des Bureaux Exécutif Régionaux (BER), qui gèrent chacun deux ou trois régions. Au total six bureaux exécutifs régionaux couvrent les 14 régions que compte le pays. En plus du mandat de coordination et supervision de la mise en oeuvre nationale, régionale et locale des interventions en nutrition au Sénégal, la CLM exécute aussi des activités. La tâche principale est la mise en place du Programme de Renforcement de la Nutrition (PRN), un programme de nutrition qui dirige des activités de nutrition au niveau de la communauté à grande échelle. La CLM est aussi une plateforme pour les projets de nutrition grâce à la collaboration des partenaires et des opportunités offertes au niveau régional.

La CLM a mis en place un cadre de coordination complexe qui va du niveau national jusqu'au niveau infranational qui comprend :

- Comité national de coordination
- Les Comités Régionaux de Surveillance (CRS) ;
- Les Comités Départementaux de Surveillance (CDS) ; et
- Comités Locaux de Pilotage (CLP)

Réduction de la malnutrition au Sénégal

Durant les dernières décennies le taux de malnutrition a été réduit de façon variable. Entre 1992 et 2005, il y a eut un fort déclin des taux de prévalence de malnutrition des enfants de moins de cinq ans, avec des chutes impressionnantes du taux de retard de croissance de 22% à 16% et des taux d'émaciation de 9% à 8% pour cette période. C'est l'un des rares pays d'Afrique de l'Ouest à avoir réussi à réduire les taux de malnutrition au cours de cette période. Depuis, la réduction du taux de retard de croissance s'est ralenti au Sénégal. Selon les résultats de l'Enquête Continue Démographique et de Santé (EDS-Continue) en 2016, le taux d'émaciation était de 9,6% et le taux de retard de croissance de 17,5%⁹. Les carences en oligoéléments aussi touchent cette population. En effet, 50 % des femmes en âge de procréation sont anémiques et 40 % des enfants âgés de 6 à 59 mois souffrent d'une carence en vitamine A. La prévalence de la carence en iode demeure, en revanche, modérée.

⁶ https://ec.europa.eu/europeaid/sites/devco/files/2017_country_profile_on_nutrition_-_senegal.pdf

⁷ Enquête démographique et de santé continue au Sénégal (EDS-Continue) 2015, ANSD-2016

⁸ www.securenutrition.org/sites/default/files/senegal_politique-nationale-developpement-nutrition_2015-2025.pdf

⁹ <https://www.globalnutritionreport.org/files/2017/12/gnr17-Senegal.pdf>

Deux régions d'étude

Matam

Situé dans le nord-est du Sénégal, Matam est la deuxième région du pays en superficie. Sa population est de 650 000, soit 5 % de la population nationale. Sans accès à la mer, cette région est l'une des plus pauvres du pays. Plus de 45 % de sa population vit en dessous du seuil de la pauvreté. L'agriculture, basée sur des techniques traditionnelles, fait vivre plus de 70 % de la population. De ce fait, elle demeure l'activité économique la plus importante et dépend fortement de la pluie¹⁰. Matam est donc vulnérable aux variables climatiques, telles que la sécheresse ou les inondations, qui peuvent aggraver les taux d'insécurité alimentaire et de malnutrition. Si le potentiel d'augmentation de la production à l'aide de l'irrigation est énorme, il reste à être exploité à grande échelle. La deuxième activité économique de Matam est le *secteur sylvo-pastoral*, où des bergers comptent sur une population d'animaux au pacage qui appartiennent à la collectivité et qui compte, entre autres, des moutons, des chèvres et du bétail (environ 500 000 en 2013). Nomades, les bergers se déplacent régulièrement dans la région et le pays et éprouvent de ce fait des difficultés à accéder aux services sociaux publics de base. L'utilisation de pratiques agricoles traditionnelles, les chocs climatiques récurrents et l'élevage transhumant d'animaux sont tous des facteurs qui augmentent la vulnérabilité de cette région aux crises alimentaires et nutritionnelles.

À Matam, le taux d'émaciation est de 16,5 % (la moyenne nationale est de 9 %), et le taux de retard de croissance est de 21,5 % (la moyenne nationale est de 17,1 %), selon les résultats de l'enquête SMART de 2015. Selon une analyse causale (Link NCA) menée par un groupe d'ONG¹¹, les taux élevés de malnutrition

dans la région de Matam sont dus à quelques facteurs clés : chocs climatiques et environnementaux (dont les sécheresses et les inondations), pratiques inadéquates de nutrition et faible accès aux services sociaux de base. Selon de nombreux acteurs, ces conditions sont particulièrement préoccupantes pour les bergers, qui ont un accès limité à l'eau potable et aux services sociaux de base en raison de leur mode de vie.

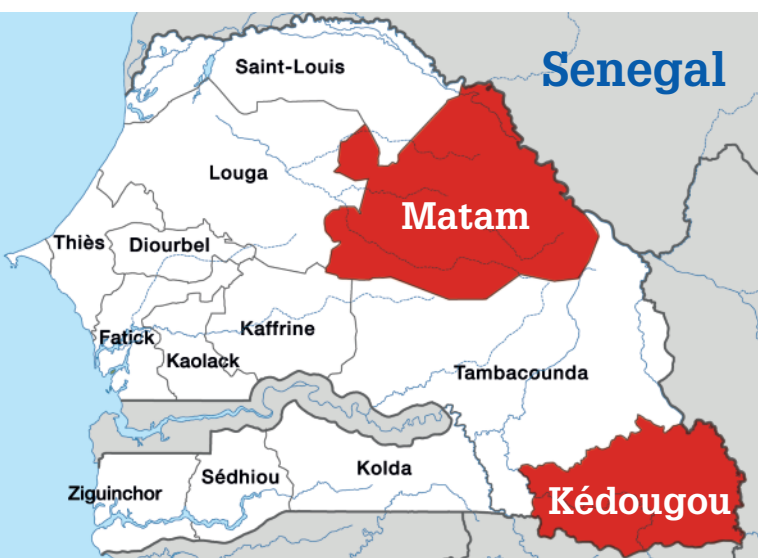
Les taux de malnutrition restent élevés, et ce, même les années qui ne sont pas marquées par la sécheresse¹²; il s'agit donc d'une des régions les plus vulnérables en matière de nutrition au Sénégal.

Kédougou

La région de Kédougou¹³, située à l'extrême sud-est du pays, compte une population d'environ 170 000 habitants, soit 1,2 % de la population nationale¹⁴. Tout comme à Matam, les principales activités économiques sont l'agriculture et l'élevage d'animaux. Toutefois, l'exploitation minière prend de plus en plus de l'ampleur et entraîne le développement du commerce, du transport et, dans une certaine mesure, de l'artisanat¹⁵. Pour le directeur régional du développement rural, le développement du secteur minier empiète sur l'espace et la main-d'œuvre agricoles. Ainsi, l'exploitation minière entraîne indirectement le risque d'une réduction de la production alimentaire. La région de Kédougou enregistre un taux d'insécurité alimentaire de 56 %, par opposition au taux national de 30 %. Il s'agit donc d'une des régions les plus gravement touchées par ce fléau¹⁶.

Bien que le taux global de malnutrition demeure élevé, c'est la prévalence du retard de croissance qui est supérieure à la moyenne nationale. En 2015, le taux d'émaciation à Kédougou était de 6,6 %, et le taux de malnutrition chronique y était de 25 %. Ces chiffres attestent d'une amélioration depuis 2009, lorsque le taux d'émaciation était de 8,9 % et que le taux de retard de croissance était de 39,1 %.

Bien qu'il n'existe aucune étude sur les déterminants de la malnutrition dans la région de Kédougou, il est généralement admis que les facteurs principaux de ce fléau sont un taux de pauvreté élevé (de 71,3 % en 2011), l'insécurité alimentaire et une faible diversité alimentaire¹⁷.



¹⁰ www.ansd.sn/ressources/ses/SES_Matam_2009.pdf

¹¹ http://linknca.org/fiche/matam_region_and_gorgol_region_-_walo_transboarder_area.htm

¹² http://linknca.org/fiche/matam_region_and_gorgol_region_-_walo_transboarder_area.htm

¹³ www.ansd.sn/ressources/ses/chapitres/0-presentation-kedg2013.pdf

¹⁴ www.ansd.sn/ressources/ses/chapitres/1-demographie-kedg2013.pdf

¹⁵ www.ansd.sn/index.php?option=com_regions&view=region&layout=ses&id=9

¹⁶ www.secsa.sn/publications/0824068001486128511ERASAN-rapport-dy-finitif.pdf

¹⁷ www.unocha.org/sites/dms/CAP/HNO_2014_Senegal_FR.pdf



2

Élaboration des programmes de nutrition et coordination

Presque tous les intervenants interrogés au Sénégal s'entendaient sur le besoin d'une stratégie multisectorielle pour combattre la malnutrition dans ce pays. Toutefois, jusqu'à maintenant, la plupart des interventions multisectorielles ou nutrition sensibles ont été mises en oeuvre et dirigées par des partenaires de développement. La majorité des interventions multisectorielles au Sénégal sont mises en oeuvre en tant que projets individuels qui intègrent différentes composantes, y compris des activités spécifiques à la nutrition et des éléments sensibles à la nutrition tels que l'agriculture ou le maraîchage ; l'élevage de bétail ; l'eau, l'assainissement et l'hygiène (EAH) ; et des composantes de protection sociale. Les composantes en matière de communication sur les changements de comportement (CCC) s'ajoutent aux stratégies de programme afin de les rendre plus sensibles à la nutrition. Jusqu'à maintenant, à l'échelle nationale, aucune stratégie tenant compte des facteurs de nutrition n'a été proposée ni par l'État, ni par d'autres intervenants du secteur. Cependant, la CLM et d'autres secteurs mettent en oeuvre des interventions ou des composantes nutrition sensibles de concert avec des partenaires afin de soutenir des projets ou des initiatives.

Aux niveaux régional et local, la CLM joue un rôle de coordonnateur.

Des changements s'annoncent avec la mise en oeuvre d'une stratégie nationale multisectorielle en matière de nutrition qui précise les rôles et les responsabilités de chaque secteur. Grâce à cette stratégie, différents secteurs pourront tenir compte de ces objectifs nutritionnels dans leurs pratiques, et la collaboration et la coordination seront facilitées entre différents intervenants sur le terrain qui travaillent dans le secteur de la nutrition. La mise en oeuvre de cette stratégie exigera à tous les niveaux une sensibilisation accrue des stratégies nutritionnelles et multisectorielles.

Structures de coordination

Au Sénégal, il existe les structures pour la coordination des interventions à tous les niveaux tant nationaux que locaux. Ces structures ont évolué grâce à la mise en oeuvre d'interventions de la CLM axées sur la nutrition, dont les suivantes :

- Le Comité Régional de Suivi (CRS) à l'échelle nationale ;
- Le Comité de suivi départemental (CSD) ;

- Le Comité de suivi local à l'échelle communale ;
- Le Comité local de pilotage à l'échelle du village ;

Ces comités sont particulièrement bien placés pour faciliter la coordination en matière de nutrition. Or, actuellement, ils n'incluent pas réellement tous les secteurs qui touchent à la nutrition ou qui jouent un rôle dans l'élaboration de programmes axés sur la nutrition. Ces comités pourraient potentiellement jouer un rôle de coordonnateurs afin que ceux chargés de la mise en oeuvre puissent cibler des zones communes ou des populations vulnérables, ou adopter des stratégies synergiques ou complémentaires en nutrition.

Les structures de coordination existantes peuvent se chevaucher, notamment entre la nutrition et la sécurité alimentaire, mais également avec d'autres acteurs non étatiques qui travaillent en nutrition et qui ont l'habitude d'organiser des réunions de coordination séparément ou en plus des réunions formelles menées par le gouvernement. Les programmes et les projets dirigés par les partenaires introduisent des cadres de coordination, en plus des structures de coordination existantes, afin de permettre et d'appuyer la mise en oeuvre. Par exemple, le projet multisectoriel PINKK à Kédougou a mis en place un cadre de coordination dans ses zones d'intervention régionales et départementales. Ce cadre se compose d'un comité technique régional ou d'un comité de pilotage national, selon le cas.

Mécanismes de mise en oeuvre

Au Sénégal, les programmes en lien avec la nutrition sont mis en oeuvre par différents acteurs : fonctionnaires de première ligne qui assurent le déroulement des programmes liés la nutrition ; ONG mandatées par la CLM pour assurer le déroulement de programmes nutritionnels (ceux qui visent spécifiquement la nutrition) ; ou personnel d'organisations partenaires ou d'ONG, financées souvent par des partenaires.

Le projet PINKK nous offre un exemple d'une mise en oeuvre collaborative par ces trois acteurs, le personnel mandaté par la CLM, le personnel des ONG oeuvrant dans le projet et, dans une certaine mesure, les fonctionnaires techniques de première ligne

La relation entre les niveaux national et régional

Il existe un lien étroit entre les niveaux national et régional dans la mise en oeuvre des interventions de nutrition au Sénégal. En effet, la plupart des projets gouvernementaux mis en oeuvre au niveau régional sont élaborés au niveau national et relèvent souvent de la politique ou du plan d'action conçu au niveau national, puis se concrétisent par des activités au niveau opérationnel. C'est notamment le cas du PRN, mis en oeuvre partout au pays. Certaines interventions sont, en revanche, élaborées par des agences régionales (souvent des partenaires en développement) afin de répondre aux défis propres à chaque région.

CASE 1 le rôle joué par le gouverneur dans la coordination au niveau régional

Le Comité régional de développement (CRD) est un cadre de coordination régionale qui se penche sur des questions ponctuelles de développement sur demande du gouverneur. Ce comité se réunit souvent lorsque surviennent des crises alimentaires ou nutritionnelles ou lorsqu'il doit étudier des questions d'intérêt public (de santé, d'éducation, etc.). Tous les services publics décentralisés, dont les intervenants en nutrition et les partenaires techniques à l'échelle régionale, sont invités à participer au CRD. Cette participation est particulièrement pertinente à Matam, où surviennent souvent des crises et des chocs sur le plan nutritionnel.

Bien que le CRD et le CRS constituent les principaux cadres régionaux de coordination dans le domaine de la nutrition, d'autres acteurs en développement (ex. en agriculture, en santé, en éducation, etc.), organisent régulièrement des CRD pour discuter de questions propres à leur secteur et y invitent occasionnellement des acteurs en nutrition.

À titre d'exemple, le projet PLDM a été élaboré dans la région de Matam avec l'intervention du gouverneur, afin de répondre à une problématique propre à cette région et de renforcer le PRN par des activités qui s'attaquent aux causes sous-jacentes de la malnutrition. Le PLDM était une initiative du gouverneur pour répondre au taux alarmant d'émaciation qui continue de sévir dans la région de Matam malgré les efforts du PRN depuis plusieurs années. Le gouverneur a réuni les principaux intervenants du secteur afin d'étudier les meilleurs moyens d'intervention. Cela a mené à la naissance et à la mise en oeuvre du PLDM, financé par l'Agence espagnole de coopération internationale en développement (AECID). La mise en oeuvre a été assurée par une organisation locale de la société civile (OSC), qui a organisé d'autres activités axées sur la nutrition près des points d'eau pastoraux. Ces activités sont destinées aux bergers nomades, qui sont nombreux dans cette région, mais qui peuvent difficilement accéder au PRN ou à d'autres services en raison de leur mode de vie migratoire.

Quant au projet PINKK, deux comités assurent le lien entre les niveaux national et régional : le Comité national de pilotage, chargé de valider les propositions techniques et toute décision d'une incidence importante, et le Comité national technique, au sein duquel on discute d'enjeux techniques. Ces comités au niveau national se penchent sur des propositions issues de consultations tenues au niveau régional. Cependant, les questions budgétaires relèvent de Nutrition International (NI) conjointement avec ses partenaires financiers, en l'occurrence l'ambassade canadienne.

Les échanges entre les niveaux national et régional permettent une adaptation du projet au contexte et aux difficultés liées à la mise en oeuvre. À titre d'exemple, le PINKK a pu augmenter considérablement son programme pour y intégrer de nombreuses autres activités selon leur impact (par exemple les villages durables et le leadership chez les jeunes filles). Le concept du village durable consiste à concentrer toutes les interventions du programme dans les mêmes villages et les mêmes ménages.

Bien que les régions n'aient pas l'autorité de modifier les programmes et les projets mis en oeuvre sur leur territoire, elles peuvent présenter des propositions au niveau national, dont l'approbation est essentielle pour toute modification.

Coordination de la nutrition au niveau infranational

Il existe une concertation et une coordination très dynamique entre les différents secteurs et les différents acteurs travaillant dans le domaine de la nutrition au niveau régional. Organisée par la CLM, cette coordination se manifeste par la tenue régulière de réunions auxquelles participent tous les services techniques décentralisés relevant de l'État et les partenaires techniques travaillant dans la région. Outre les réunions de coordination organisées par la CLM, traitant exclusivement de la nutrition, des réunions de coordination sont organisées par d'autres services et secteurs techniques, tels que l'agriculture, la santé, l'élevage de bétail et la sécurité sociale. Ces forums, auxquels la CLM est toujours invitée à participer, offrent également une occasion de discuter d'enjeux nutritionnels.

Or, malgré ces nombreux mécanismes de coordination au niveau régional, l'élaboration de programmes se fait très souvent de haut en bas. Tant la CLM que d'autres secteurs (par exemple l'agriculture, l'EAH et la protection sociale) mettent en oeuvre des programmes élaborés au niveau national et annoncés dans les plans d'action régionaux. Le mécanisme de mise en oeuvre du PRN est conçu de façon semblable.





3

Mise en oeuvre

Les projets pertinents recensés au niveau infranational sont le Projet intégré de nutrition à Kolda et à Kédougou (PINKK) dans la région de Kédougou et le projet Yaajeende dans la région de Matam, financé par USAID.

Dans le cadre de cette étude, nous avons réalisé de nombreuses entrevues dans la capitale, les régions et les villages en plus des lieux d'intervention afin de comprendre les dynamiques de mise en oeuvre et les défis. Les principaux points focaux étaient l'élaboration de programmes, le rôle et la coordination des secteurs participants, et les pratiques et les expériences de mise en oeuvre.

PINKK – Kédougou

Le PINKK est un projet qui prévoit un ensemble intégré de mesures en matière de santé, de nutrition et de sécurité alimentaire afin de lutter contre les causes tant directes qu'indirectes de la malnutrition dans les régions de Kédougou et de Kolda. Le PINKK met en oeuvre des interventions spécifiques à la nutrition et des interventions ayant un lien avec la nutrition dans les zones et les ménages où l'on a signalé un risque élevé de retard de croissance chez les enfants.

Ce projet a pour but de réduire le taux élevé de retard de croissance par une stratégie multisectorielle à long terme. Lancé en octobre 2015, le PINKK est un projet

quinquennal qui atteint déjà 719 villages, dont 293 se situent dans la région de Kédougou et 426 dans la région de Kolda. Il a pour cibles prioritaires les femmes enceintes et allaitantes (50 000) et les enfants de moins de 5 ans (115 000), soit environ 30 000 ménages. Le PINKK est dirigé par NI et mis en oeuvre de concert avec les ONG World Vision et Développement international Desjardins (DID) et la CLM. Il existe deux formes de partenariat aux fins de la mise en oeuvre du PINKK :

- Les partenaires de mise en oeuvre directe, à savoir la CLM, World Vision et DID, sont chargés de mettre en oeuvre une composante spécifique du PINKK. Un mémorandum d'accord est signé par NI et chacune de ces organisations ;
- Les partenaires en matière de surveillance : il s'agit notamment de services d'agriculture et d'élevage de bétail, et de l'Agence régionale de développement (ARD), responsable d'assurer la surveillance de la mise en oeuvre des interventions propres aux différents secteurs.

L'approche de PINKK est multisectorielle, avec des composants qui convergent dans une même zone et dont la cible est la même commune, tout en maintenant une approche de la mise en oeuvre spécifique de secteur. Les ressources ou le personnel ne sont pas mis en commun entre les secteurs mais la coordination au niveau de la commune est un élément clef.

Tableau 1 le PINKK inclut les activités suivantes :

Celles qui sont spécifiques à la nutrition	Celles qui sont reliées à la nutrition	Governance and coordinating nutrition
<ul style="list-style-type: none"> • La surveillance de la promotion de la croissance • Le renforcement des programmes de traitement contre la MAS • La distribution de poudre de multimicronutriments • La sensibilisation à la consommation et à la diversité alimentaires • La sensibilisation à l'allaitement maternel exclusif 	<ul style="list-style-type: none"> • L'agriculture : la production d'aliments riches en micronutriments ou la diversification alimentaire par des jardins de légumes, la culture fruitière et l'exploitation maraîchère et la fruiticulture familiale pour des ménages avec des enfants en bas de 5 ans. Il est fait notamment la promotion de la patate douce à chair orange (riche en vitamine A), le moringa (riche en fer) et autres plantes riches en micronutriments. • Elevage : Améliorer la production animale pour améliorer les besoins journaliers en produit animal, la distribution de volaille (poulets, canards, pigeons, cailles, etc...) et les enclos pour les élever. • Le Sexe : émancipation des femmes à travers le renforcement des compétences en affaires et l'accès aux prêts. Les femmes sont encouragées à créer des affaires de nourriture issue de l'agriculture et reçoivent des conseils sur comment utiliser leurs profits pour mieux alimenter leurs familles. • WASH : Installation d'un lave-vaisselle, un égouttoir pour faire sécher les ustensiles de cuisine et un dispositif pour se laver les mains ('tippy tap'). 	<ul style="list-style-type: none"> • Aider à la coordination et à la mise en place de mécanismes pour les programmes de nutrition et sécurité alimentaire. • Renforcement des capacités institutionnelles pour planifier et mettre en œuvre les interventions portant sur la sécurité alimentaire et la nutrition.

Le projet PINKK est mis en place avec le Programme de Renforcement de la Nutrition (PRN), dirigé par la CLM. Le PRN implique le dépistage et traitement de la malnutrition aiguë. La coordination avec le PRN est multidimensionnelle. Les régions de Kédougou et Kolda ont été sélectionnées pour la mise en œuvre du projet PINKK en raison de leur taux élevé de retard de croissance. A Kédougou, 294 villages vulnérables dans les 19 communes de la région ont été sélectionnés pour recevoir le programme. Ces villages ont été sélectionnés sur la base d'une enquête comparative, les données de l'Agence Régionale de Développement (ARD) sur la vulnérabilité et des forums organisés au niveau des communes pour déterminer de façon consensuelle les villages les plus vulnérables et les moins couverts par les interventions de nutrition et de sécurité alimentaire. Dans chaque village ciblé, un forum a été organisé avec les leaders locaux et en utilisant les bases de données utilisées par les services de bourse familiale pour le programme d'assistance sociale.

Le PRN et PINKK organisent également des séances de dépistage d'émaciation de façon simultanée pour une plus grande efficacité et aussi mettent en commun leurs ressources pour la prise en charge des cas de malnutrition aiguë modérée (MAM) identifiés lors des dépistages actifs. En plus de ces activités centrées sur la nutrition, PINKK a ajouté les activités liées à la nutrition décrites ci-dessous.

Coordination au niveau régional

Au niveau de la région de Kédougou et aussi dans les autres régions du pays, il a été mis en place des cadres de coordination de la nutrition et de la sécurité alimentaire qui permettent un partage d'information rapide. En effet il est régulièrement organisé des

réunions du Comité Régional de Suivi qui regroupe l'ensemble des acteurs impliqués dans les questions de nutrition. Ces réunions permettent aux différents acteurs de partager régulièrement des informations sur l'état de la mise en œuvre de leurs différents programmes. En plus des CRS organisés au niveau de la région, il est organisé des Comités Départementaux de Suivi (CDS) au niveau des départements ou districts avec le même objectif. En dehors de ces réunions de suivi; les coordinateurs au niveau régional effectuent des missions régulières au niveau du département pour un suivi rapproché des activités. Il faut aussi noter que les agents présents sur le terrain, rendent compte régulièrement à leurs supérieurs hiérarchiques qui font remonter l'information au niveau des coordinateurs régionaux. Ce réseau de gestion de l'information permet le suivi de la situation sur le terrain de façon efficace.

Les intervenants interviewés sont d'accord sur la nécessité d'une approche multi secteur pour répondre au défi de la malnutrition. Ils ressentent le besoin d'un cadre de coordination entre les niveaux régionaux et départementaux. Cependant, les intervenants de nombreux secteurs 'liés à la nutrition', comme l'agriculture, l'élevage, l'eau et l'assainissement, voient leur rôle comme étant principalement l'amélioration de la disponibilité de produits alimentaires ou de l'accès à l'eau potable. Ils comprennent le rôle des plateformes de coordination dans le partage de l'information, mais ne voient pas en cela une opportunité d'aligner ou joindre des programmations ou des ciblage. Le fait que les interventions de nutrition cible en priorité le couple mère enfant, alors que les interventions d'agriculture, élevage et autres secteurs ciblent les communautés de façon générale (voire même les grands producteurs au sein de ces communautés) était vu comme étant une barrière pour joindre le ciblage ou une meilleure harmonisation.

Dans la région de Kédougou, le projet PINKK apporte un appui financier à la coordination des interventions de nutrition et sécurité alimentaire. Des discussions ont commencé entre les intervenants en nutrition dans la région en vue d'unifier le cadre de coordination au niveau régional à Kédougou.

Coordination dans le sous-district

Il y a trois types d'intervenants impliqués dans la mise en œuvre de projet au niveau du sous-district à Kédougou :

- **Les intervenants du projet PINKK:** ils ont une bonne connaissance de la politique nationale de nutrition et sont formés sur les problèmes de nutrition et la planification de projet. Certains d'entre eux sont aussi impliqués dans la mise en œuvre du PRN, qui est un projet spécifique en nutrition (la même ONG, World Vision, met en place le PRN dans cette région);
- **Le personnel des services techniques:** Ils ont une compréhension limitée de la politique nationale de nutrition, bien qu'ils comprennent le besoin d'une approche multi sectorielle pour combattre la malnutrition et comprendre les spécificités des activités de son secteur afin d'avoir des répercussions sur les aboutissements; et
- **Les autorités locales:** ce sont les maires et les conseillers locaux. Ils ont une compréhension limitée de la nutrition, qui se limite à la production alimentaire comme moyen de combattre la malnutrition.

Impact du Yaajeende sur le retard de croissance : conclusions de l'évaluation à mi-parcours

Le projet Yaajeende a conduit des enquêtes de comparaison à mi-parcours et à la fin du projet pour déterminer l'impact du programme. Toutes les études mesurent le status nutritionnel des enfants en dessous de cinq ans. Au moment de la rédaction de la présente section, seuls les résultats de mi-parcours étaient disponibles. Les bénéficiaires du programme Yaajeende ont vu le taux de retard de croissance diminuer de manière significative, de 7 pourcents, mais les effets d'un traitement d'environ 4.3 pourcent est statistiquement insignifiant. Bien que insignifiant statistiquement, l'effet du traitement est relativement large et correspond au déclin d'au moins un tiers du rapport des taux de retard de croissance. Concrètement, cela montre que les bénéficiaires du programme Yaajeende montre une évolution favorable et non ambiguë entre le début du programme et le mi-parcours, mais la tendance la variation n'est pas constant avec un effet uniforme du traitement. Les changements dans l'émaciation des enfants et le sous poids n'ont pas été déterminés.¹⁸

Obstacles liés à la mise en œuvre

- La nutrition n'est pas une priorité pour beaucoup de secteurs : pour le responsable du service Agriculture de la région de Kédougou, par exemple, la priorité de la politique agricole dans la région est d'assurer la production céréalière. Afin de réaliser cet objectif, leur but est d'aider les grands producteurs; Ceux qui sont susceptible d'aider à atteindre les buts de production céréalière. La différence dans les buts à attendre entre ce secteur du gouvernement et la composante agriculture de PINKK signifie que les activités commencées pendant le projet PINKK (ex: promotion de récolte riche en nutriment ou la production de petit élevage) ne va pas se maintenir ou être surveillé après la fin du projet, réduisant potentiellement l'impact de la nutrition sur les activités agricoles.
- Capacité limitée au niveau local : le processus actuel de décentralisation conduira à ce que le niveau municipal aura plus de responsabilités. Ce transfert de responsabilités aux mairies ne s'accompagne cependant pas de transfert de ressources et de moyens adaptés. Les municipalités sont le point d'entrée des intervention en nutrition, et pour cette raison il y a un réel risque de manque de ressources humaines et financière à ce niveau. Dans la région de Kédougou le projet PINKK travaille en collaboration avec l'Agence Régional de Développement (ARD) pour renforcer les capacités des mairies et les accompagner dans l'élaboration d'un plan de développement communautaire intégrant la nutrition.
- Coordination inter sectorielle - Si la coordination intersectorielle est appréciée par la plupart des acteurs, le nombre trop important de réunions est souvent critiqué comme une charge de travail supplémentaire qui prend aussi trop de temps et est un réel fardeau pour les services publics. Selon intervenants interviewés, il y a trop de réunions de coordination en nutrition et en sécurité alimentaire à Kédougou, comme dans les autres régions du pays. En plus des réunions déjà décrites (en liaison spécifiquement avec la nutrition) d'autres réunions de coordination sont organisées par le Secrétariat National pour la Sécurité Alimentaire (SNSA) et d'autres départements de services techniques de la région, du département et au niveau local. Des projets ou programmes spécifiques organisent aussi des réunions de coordination, dans lesquelles beaucoup des intervenants qui participent sont les mêmes que dans les réunions décrites plus haut.

¹⁸ http://pdf.usaid.gov/pdf_docs/PA00MFPW.pdf

PINKK est un exemple de programme largement multi sectoriel. Le directeur de PINKK décrit le projet comme 'un exemple miniaturisé et inattendu de ce que la mise en œuvre d'un projet multi sectorielle en nutrition devrait être'. Nous allons retenir d'importants enseignements grâce à la mise en œuvre de ce projet pour le nouveau plan national multisectoriel en nutrition adopté par le gouvernement du Sénégal (2017 à 2021), qui couvrira 12 secteurs, chacun avec son plan décrivant son rôle dans l'amélioration de la nutrition.

Yaajeende – Matam

La première phase du projet Yaajeende a été mise en œuvre entre 2010 et 2017 dans la région de Matam. Il s'est concentré sur des mesures agricoles pour combattre les hauts taux d'émaciation dans cette région. Le projet concentré sur la nutrition avait des composants dans l'agriculture, l'élevage, (BCC Behaviour Change in Communication) la prise de conscience et l'émancipation des femmes.

La région de Matam est la région la plus affectée au Sénégal par l'émaciation avec un taux global de plus de 16%. Beaucoup d'intervenants dans la région sont impliqués dans la mise en œuvre des programmes spécifiques ou sensibles à la nutrition. Par exemple, la CLM met en œuvre le PRN et est impliqué dans les projets Yelitaree et P2RS. De même, l'ONG Action Contre la Faim (ACF) est présente dans la prise en charge de la malnutrition aigüe (CMAM) en collaboration avec les centres de santé, de même qu'elle développe des projets WASH et de sécurité alimentaire.

La documentation dans la région de Matam se concentre sur le projet Yaajeende financé par le USAID, qui a été mis en œuvre entre Novembre 2010 et Septembre 2017 dans 790 villages de 49 communes dans les régions de Matam, Kédougou et Kolda, et dans le département de Bakel (à Tambacounda). Le projet de Yaajeende étant terminé au moment où cette enquête de terrain a été menée, les conversations se sont tenues avec des intervenants qui avait auparavant été impliqués directement ou indirectement, dans des activités, donnant ainsi une perspective différente de celle du projet à Kédougou, objet de l'enquête. Dans la région de Matam, la couverture géographique du projet a atteint 84%. Au total la couverture de la population atteint près d'un million de personnes dans plus de 101 000 ménages ruraux. Un nouveau projet, Cultivation Nutrition (Cultivant la Nutrition), a repris les activités du projet Yaajeende pour cinq ans de plus; il a commencé en Novembre 2017 et couvre 8 régions du pays; ce sont quatre régions de plus que celles couvertes par le projet Yaajeende.

Le projet Yaajeende intègre différents Ministères sectoriels à travers les services techniques

déconcentrés au niveau régional, notamment les services d'agriculture, de l'élevage, de l'hydraulique et l'assainissement, et les services de la CLM. Leur rôle de ces secteurs consiste dans l'aide et la surveillance des activités relevant de leurs secteurs respectifs. Le service régional de l'agriculture est par exemple associé aux activités de maraîchage et de bio-fortification, qui sont mises en œuvre par le projet Yaajeende.

Le projet Yaajeende est mis en œuvre par les ONG NCBA (l'Association nationale de Coopération des Affaires) et la CLUSA (la Lique de Coopération de l'UDSA) organisées en consortium avec leurs partenaires Counterpart International (CPI), Heifer International et Sheladia Associates. L'équipe de mise en œuvre a coordonné au niveau national à Dakar mais existe aussi au niveau régional, et communautaire.

Conception du programme

Le projet Yaajeende est un projet concentré sur l'agriculture composé de plusieurs sous-composantes, notamment l'agriculture, l'élevage, WASH, la gouvernance de la nutrition et de la sécurité alimentaire. Les composants clefs des secteurs incluent :

Agriculture

La sous-composante agriculture vise à améliorer la nutrition et la sécurité alimentaire - en particulier pour les femmes et les enfants - et la diversification économique des ménages, à travers, notamment :

- L'horticulture Commerciale : pour accroître la disponibilité des fruits et légumes sur le marché;
- Les jardins Nutritionnels : pour assurer un accès direct de fruits et légumes aux ménages;
- Agroforesterie et Arboriculture : pour promouvoir la disponibilité d'une large option d'aliments nutritifs; et
- Agriculture et semences de qualité : promouvoir des technologies innovantes, y compris des systèmes de culture plus efficaces et résilients, ainsi que des variétés nutritives commercialement viables tels que le millet et les haricots (variété Mungo) enrichi en fer et en zinc, le maïs à haute teneur en protéines et les patates douces à chair orange riche en vitamine A.

Elevage du bétail

Cet élément concerne largement la donation d'animaux aux ménages vulnérables dans le but d'améliorer la disponibilité d'aliments d'origine animale, afin d'améliorer la diversité des aliments et contribuer au développement de nouvelles opportunités économiques. La région de Matam fait partie des zones où il pleut le moins et donc où les cultures pluviales sont relativement difficiles à développer. Beaucoup de populations dans cette région son culturellement bergers, et même transhumants pour certains.

Mesures d'hygiène et d'assainissement (WASH)

L'objectif principal du programme WASH était de contribuer à la réduction des maladies diarrhéiques afin de prévenir la malnutrition chez les enfants de moins de cinq ans et les femmes vulnérables grâce à de meilleures pratiques d'hygiène et d'assainissement et un meilleur accès à des sources d'eau propres et fiables.

Plans de mise en œuvre

L'approche de mise en œuvre de Yaajeende est plutôt une approche multisectorielle où les intervenants au niveau régional mettent en œuvre leurs interventions séparément, avec des discussions régulièrement parmi les différents secteurs. Il n'y avait pas de partage de ressources ou de personnel.

Le projet Yaajeende n'a pas affecté ce que les bénéficiaires recevaient en termes de services, mais s'est efforcé d'apporter un ensemble complet d'intervention des différents secteurs au profit des bénéficiaires ciblés.

Le projet Yaajeende a mis en place plusieurs types d'agents d'exécution au niveau opérationnel dans la région, notamment des agents relais communautaires, des groupements de femmes (groupement Debbo Galle), des groupes de travail citoyens (GTC) et des agents de prestation de service privés. Tout ce personnel a été formé au début du projet sur les objectifs de nutrition qui sont poursuivis par Yaajeende:

- **Le Programme de solution communautaire (Community Based Solution Provider-CBSP) :** Le programme CBSP est une approche dirigée par le secteur privé pour l'amélioration durable de l'accès durable des ménages et des sociétés de services, informations et produits nécessaires pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition
- **CultiVert :** CultiVert est conçu pour améliorer la qualité des services du programme de solution communautaire, la professionnalisation et la rentabilité des services en établissant un modèle d'affaires standardisé et une chaîne d'approvisionnement pour une intégration optimale de la chaîne de valeur.
- **Programme du groupe Debbo Galle (DGG) :** ce programme se concentre sur l'éducation nutritionnelle et l'émancipation des femmes par le recrutement, l'organisation et la formation des femmes en âge de procréer exerçant des activités rémunératrices, autour des questions de sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages et des communautés.
- **Gouvernance et plan de sécurité alimentaire :** le projet a aidé les communes et les villages à mettre en place un système de gestion de la sécurité alimentaire et de la nutrition, composé de Groupes de Travail de

Citoyens (GTC), de comités directeurs locaux, de personnes locales et des groupes Debbo Galle.

Obstacles liés à la mise en œuvre

Beaucoup d'expériences de mise en œuvre partagées par les intervenants à Matam sont similaires à ceux de Kédougou. Ceux interviewés à Matam au niveau régional ont compris la malnutrition a des causes diverses et de ce fait pour la combattre il est nécessaire d'avoir une approche multisectorielle. Cependant, certains représentants de secteurs de services insistent sur le fait que leur mandat était essentiellement différent de la nutrition; par exemple la priorité agricoles étaient la production de denrées alimentaire avec comme objectif l'augmentation de la production globale de céréales pour la consommation locale et la production de fruits et légumes pour l'exportation. Du fait que la nutrition ne faisait pas partie de la politique nationale agricole qui est caractérisée par des objectifs de production et adaptée à chaque région, les services agricoles techniques n'arrivaient pas à prendre en compte des objectifs de nutrition ou d'appliquer des méthodes de ciblage au niveau régional. Si une certaine dose de flexibilité pour adapter les plans au niveau régional est possible, cela ne permet pas de mettre de nouveaux objectifs ou d'appliquer des méthodes de ciblage, comme l'incorporation explicite d'objectifs de nutrition.

Grâce au projet Yaajeende (et d'autres initiatives), il y a eut une évolution de la compréhension de la nutrition au niveau régional; par exemple, le fait que l'agriculture doit promouvoir une nutrition de qualité et une diversité. Cependant, il faut aussi noter que le personnel régional changeant souvent avec beaucoup d'entre eux qui sont assignés à d'autres régions du pays, la mémoire institutionnelle qui se construit à travers de tels projets peut disparaître.

A Matam il y a déjà eut plusieurs projets à grande échelle et multi secteur mis en oeuvre; ex : PLDM (implémenté entre 2013 et 2015) et le projet Yelitare qui est en cours de mise en oeuvre. Ces projets qui ont été mis en oeuvre par l'Union pour la Solidarité et l'Entraide (USE), une ONG a été le partenaire pour la mise en oeuvre du PRN pour le CLM à Matam. Le fait que les objectifs de travail changent, pour une agence locale comme USE, depuis la mise en oeuvre de programmes spécifiques de nutrition pour le CLM à la prise en charge d'activités de sensibilisation à la nutrition à travers des projets comme Yaajeende, signifie que les membres du personnel deviennent expérimentés en programmation et offre des opportunités de convergence. Cela est spécialement pertinent pour un pays comme le Sénégal, où la plupart des mises en oeuvre sont faites grâce à un réseau de CSO ou d'ONG locales.



4 Analyse et discussion stratégique

Décentralisation

Au Sénégal la décentralisation est un processus dynamique dont la dernière loi, Act 3 de la décentralisation¹⁹, date de mars 2013. C'est un processus continu à travers le pays qui confère aux communes la responsabilité des secteurs de développement au niveau communautaire²⁰. En d'autres mots, toutes les actions de développement dont l'objectif est la commune, doivent avoir l'accord de ces communes qui représentent également le dernier (et le plus bas) niveau de la subdivision administrative après les régions et les départements. A ce titre, tous les programmes de développement fonctionnant au niveau communautaire collaborent étroitement avec les communes dans la planification, la mise en œuvre et le suivi des interventions.

Pour les interventions en nutrition, une telle coopération implique l'intégration des interventions en nutrition dans les plans de développement communaux et le partenariat avec les communes pour la mise en œuvre de ces projets. A ce titre, les communes font partie intégrante de la CLM, au même titre que les ministères avec la nutrition à l'ordre du jour et les

organisations de la société civile. Il existe également un plaidoyer fort de la CLM et de la société civile pour que les communes prennent en compte les interventions en nutrition dans leurs budgets.

Dans la pratique, les communes ne disposent pas des ressources financières et capacités humaines nécessaires à une véritable prise en compte de la nutrition dans leurs budgets. Leurs rôles se limitent en conséquence à un accompagnement des intervenants et quelques actions sporadiques. Elles bénéficient souvent de l'appui des projets et ONG qui interviennent dans le domaine de la nutrition. Le projet PINKK, par exemple, apporte son soutien aux communes pour l'élaboration de plan d'action, prenant en compte les questions de nutrition et de sécurité alimentaire. Le projet Yaajeende a également soutenu la mise en place des Groupes de Travail Citoyen qui sont devenu des partenaires privilégiés des communes sur les questions de nutrition.

¹⁹ www.decentralisation.gouv.sn/l%E2%80%99acte-iii-de-la-decentralisation

²⁰ www.servicepublic.gouv.sn/assets/textes/loi-transfert-region.pdf

Suivi et évaluation

Le ciblage des interventions en nutrition est fait en utilisant les résultats des enquêtes SMART qui donnent des prévalences des différentes formes de malnutrition par région. Ces données d'enquêtes ne sont cependant pas désagrégées au niveau du district et des communes pour permettre un ciblage plus précis des communes ou villages vulnérables. Les projets comme PINKK et Yaajeende conduisent donc des enquêtes ou analyses complémentaires pour un meilleur ciblage. Les données des enquêtes SMART sont complétées avec les données de dépistage pour la prise en charge de la malnutrition aigüe qui sont effectuées de manière plus régulière et avec un meilleur niveau de désagrégation. Ces données de dépistage (modification dans les nombres de cas) sont aussi utilisées pour évaluer l'impact des programmes comme PLDM et d'autres projets administrés par CLM.

Financement

Il existe deux types de financement pour les interventions en nutrition au Sénégal : le financement par le gouvernement et les financements par des partenaires au développement.

Financement public

Il existe une ligne budgétaire destinée aux financements du PRN dans le budget général de l'Etat. Cette ligne gérée par la CLM sert à la mise en œuvre des interventions prévues dans le PRN à savoir les dépistages, la sensibilisation et prise en charge de la malnutrition aigüe modérée au niveau communautaire. Les crédits sont utilisés pour financer les ONG locales, qui exécutent le PRN.

Des canaux de financement additionnels sont prévus sous le plan national de nutrition multi secteur. Dans le cadre du nouveau plan, les ministères en lien avec la nutrition doivent assurer la mise en œuvre de sous-plan d'action sectoriel et leur accorder un financement propre. C'est aussi le cas pour les collectivités locales dans le cadre de la décentralisation : il est attendu que les communes puissent accorder un financement aux problèmes de nutrition et sécurité alimentaire.

Le financement par les partenaires au développement

Plusieurs bailleurs de fond internationaux (USAID, Comité du Canada pour la coopération Internationale, UE, Comité Espagnol pour la Coopération, ECHO, Banque mondiale, etc.) financent des interventions en nutrition au Sénégal. Ces financements sont le plus souvent exécutés par des ONG internationales directement au niveau des communautés. C'est le cas pour le projet Yaajeende et PINKK mis en œuvre par un consortium d'ONG.

Il faut cependant noter qu'il arrive que les bailleurs de fonds internationaux financent directement les structures de l'Etat. C'est le cas pour le projet PLDM mis en œuvre à Matam par la CLM et financé par le Comité Espagnol à la Coopération ou des financements de la banque mondiale confiés à la CLM.

Travail multi secteur au Sénégal

La CLM est responsable de la coordination des actions de nutrition au niveau national et régional. Au niveau régional la CLM organise des réunions régulières appelées « Comité Régional de Suivi (CRS) » pour le suivi et la coordination des actions de nutrition, notamment les interventions mis en œuvre par la CLM elle-même. Elle organise également des Comités Régionaux de Développement (CRD) ou tous les intervenants dans la nutrition sont appelés à présenter leurs activités pour une meilleure coordination. Tous les services techniques dans la région sont aussi invités aux réunions de la CRD, dont les services de santé, l'agriculture, l'élevage, les services sociaux, hydrauliques, etc... Des comités régionaux de développement sont également organisés par les autres services techniques (agriculture, santé, éducation, etc...). La CLM est invitée à prendre part à ces CRD.

La programmation multisectorielle est un véritable défi au Sénégal. Les politiques sectorielles ont été lentes à incorporer des objectifs nutritionnels et/ou interventions. Il était prévu que le programme de la CLM préparés par le PRN intégrerait des aspects multi secteur en nutrition. Toutefois, ce programme se concentre presque entièrement sur les activités de spécificité nutritionnelle au niveau de la communauté. La participation des secteurs se limite à des réunions de validation du programme annuel et le compte rendu de la mise en œuvre en fin d'année. Cependant il faut noter qu'en plus du PRN, la CLM met en œuvre de façon limitée des programmes de nutrition sensibles en fonction des financements disponibles et des partenaires présents. D'autres programmes de nutrition sensibles existent indépendamment de la CLM et mis en œuvre par des ONG dans certaines communes ou départements.

La mise en œuvre des interventions de nutrition sensible reste un défi en raison de la non prise en compte de la nutrition dans les politiques sectorielles. Il est difficile de prendre en compte des objectifs de nutrition au niveau régional, du fait de l'absence d'objectifs de nutrition dans les politiques nationales, puisque les politiques sont traduites opérationnellement par des plans d'actions régionaux. Cela devait dramatiquement changer avec la nouvelle stratégie et le nouveau plan multisectoriel de nutrition.

Enjeux du secteur

Ce travail a observé le rôle de l'agriculture dans la nutrition et les deux projets Yajeende et PINKK se sont concentrés sur les voies d'amélioration de la nutrition au travers de l'agriculture et l'élevage. Il y a aussi d'important développements au Sénégal qui impliquent des approches multi sectorielles ou des programmes combinés en nutrition impliquant les départements de l'eau et de l'assainissement. Dans ces deux régions sur lesquelles se concentre ce travail, Matam et Kédougou, une des causes principales de malnutrition identifiée est l'accès à l'eau potable et des pratiques d'hygiène. Les acteurs de la nutrition ont développé plusieurs partenariats avec les services d'hydraulique pour renforcer l'accès à l'eau potable aux populations les plus vulnérables de ces régions. A Matam, les services de l'hydraulique travaillent en priorité sur le programme conjoint avec la CLM pour renforcer l'accès à l'eau potable dans les zones vulnérables face à la malnutrition.

Il faut noter que plusieurs partenaires, comme ACF ou encore le projet Yaajeende, appuient les services de l'hydraulique pour le renforcement de l'accès à l'eau potable dans les zones vulnérables face à la

malnutrition. Ces partenariats donnent lieu à des programmes conjoints.

Moyens

Le système mis en place pour développer, mettre en place et faire le suivi des programmes en nutrition au Sénégal a été mis en place par la CLM, les municipalités et les ONG, en mettant en oeuvre le PRN. Ces dernières ont particulièrement développé de grandes capacités de mise en oeuvre des interventions de nutrition sur le terrain. Cependant la CLM ne dispose pas d'assez de ressources humaine et de matériel pour conduire une politique réellement multisectorielle.

En effet il n'existe que 6 bureaux régionaux pour l'ensemble des 14 régions que compte le pays. De plus, les bureaux n'ont pas assez de personnel. Le manque de moyen est plus apparent au niveau municipal, où il n'y a pas de personnel qualifié en nutrition en plus d'un manque de connaissance concernant la nutrition multisectorielle.

Le changement vers une approche plus multisectorielle en nutrition nécessite le développement d'une capacité institutionnelle pour développer, suivre et mettre en oeuvre des programmes dans plusieurs secteurs qui aient des effets sur la nutrition.





5 Conclusions

Des programmes et approches multi sectoriels doivent être concrétisés au Sénégal. Cependant, il y a actuellement un changement qui s'opère aux plus haut niveaux enracinant une approche multisectorielle de la nutrition dans tous les secteurs pertinent et dans les ministères du pays. La CLM a élaboré récemment un plan d'action multisectoriel de la nutrition qui intègre de façon précise les rôles et responsabilités de chaque secteur, ainsi que les budgets de mise en œuvre. Ce nouveau programme participatif et multisectorielle donne l'espoir à beaucoup d'acteurs de permettre une collaboration plus efficace et une coordination sur le terrain.

Jusqu'à maintenant la mise en oeuvre d'interventions multisectorielles au Sénégal a été effectué dans des programmes comme PINKK et Yaajeende. Certaines de ces interventions employaient les deux approches sensibilité à la nutrition et nutrition spécifique, pendant que d'autres se concentrent entièrement sur des programmes de sensibilité à la nutrition (ex: Yaajeende). Ces programmes ont générés d'importants exemples pratiques sur les défis, les contraintes et les opportunités pour ces approches au Sénégal.

Le nouveau Plan Stratégique Multisectoriel de Nutrition devra relever plusieurs défi concernant les ressources humaines et financière aux niveau infranationaux, et en particulier au niveau des municipalités qui jouent maintenant un rôle crucial dans l'exécution opérationnelle. Il existe également des défis liés à la connaissance. Les concepts de sensibilité à la nutrition ne sont pas encore largement compris au niveau infranational, spécialement parmi les acteurs des secteurs de sensibilité à la nutrition dont la contribution à la nutrition n'implique aucun changement à leur travail habituel.

Annexe 1

Stakeholders consulted – national level

Nom	Fonction / Structure
Plan national	
Augustin Ilunga	Spécialiste en nutrition
George F Ameh	Chef de la section Survie et Développement de l'enfant
Abderahmane Djiré	USAID Yaajeende Directeur Principal
Nafissa Ba Lo	USAID Yaajeende Responsable Nutrition
Fatou Sabelle DIOP	Responsable nutrition, Ministère de l'Education National
Dr Maty Diagne	Chef de Division alimentation et nutrition - Ministère de la santé publique
Mme Faye Marie Bengue	Conseil National de Sécurité Alimentaire (CNSA)
Salif Bengue	Conseil National de Sécurité Alimentaire (CNSA)
Mme Sokna Mbaye	Conseillère au Ministère de l'Agriculture et de l'Equipeement Rural (MAER)
Christopher Breyne	FAO, Officier Nutrition
Sophie Cowplyhood	Animateur REACH
Aida Gadiaga	Animateur REACH
Kédougou	
Khadim Ann	Adjoint au Gouverneur
Alioune Diouf	Responsable CLM
Abdoulaye Ndiaye	Directeur Projet PINKK
Tamsir Sakho	Directeur Régional Développement Rural (agriculture)
Alphousseyni Diallo	Coordinateur Technique projet PINKK pour World Vision
Arona Gakou	Conseiller Résident DID (Développement International Desjardins)
Dr Thiaw	Directeur du Bureau régional de la production animale
Myriam Mingou	Coordinatrice régionale PINKK
Jules Charles Mane	Responsable Programme World vision, Département de Saraya
Mme Faye Binetta	Chef de projet PINKK et PRN Département Saraya pour World Vision
Mbaye Sall	Responsable WASH du projet PINKK
Adama Ba	Chef division planification et formation
Bilaly Bah	Agent de Développement Communautaire PINKK
Relais communautaire	Abdoul Rahmane Souaré
Chef de village	Moussa Diallo
Matam	
Binta Diop	Animatrice PRN
Abasse Ndour	Coordinateur régional CLM
Idrissa Ly	Assistant chef d'antenne P2RS Matam
Sherif Mahmoud Kébé	Secrétaire Général du conseil départemental
Abdoulaye Kamara	Directeur Régional du Développement Rural
Dr Aboubacar Diop	Adjoint Chef service élevage
Tidjani Diallo	Adjoint au Maire de Ouro Sidi
Moulay Diallo	Chef de base ACF
Allassane Barry	Relais communautaire
Adamou Abdoulaye Ba	Coordinateur GTC
Ousseynou Seck	Chef de projet ONG USE
Abdoulay Ka	Coordinateur national CLM
Issa Djibril	Coordinateur régional projet Yaajeende Matam

Annex 3

Résumé des autres programmes présents au Sénégal

Intervention	Type d'intervention	Organe d'exécution	Activités
Programme de transferts monétaires	Programme de sensibilité à la nutrition	CLM	Transfert monétaire
Projet ProACT	Sensibilité à la nutrition (coordination)	CLM, Comité de sécurité alimentaire, FAO, Ministère de l'agriculture	Gouvernance de la sécurité alimentaire et de la nutrition
Programme de Renforcement de la Nutrition (PRN)	Spécifique à la nutrition	CLM, Société Civile	Programme de surveillance de croissance
Le Projet de Lutte contre les Déterminants de la Malnutrition (PLDM)	Liées à la nutrition	CLM, Société Civile	WASH, assainissement total piloté par la communauté (ATPC)
Yelitaree	Liées à la nutrition	CLM, Société Civile	Horticulture, élevage, WASH, pêche, protection de l'environnement, alphabétisation des adultes, protection sociale et gouvernance de la nutrition
PINKK	Liées à la nutrition	ONG, CLM, Services Techniques Décentralisés	Comme ci-dessus
P2RS	Liées à la nutrition	CLM, Comité de sécurité alimentaire, Ministère de l'agriculture, Ministère de la Production Animale, Ministère de l'environnement	Les infrastructures rurales, la protection des ressources forestières, les aliments enrichis Analyse de chaîne de valeur et développement
Yaajeende	Liées à la nutrition	ONG internationales	Production d'aliments riches en nutriments
Programme PCIMAS	Spécifique à la nutrition	ACF	Prise en charge intégrée de la malnutrition aiguë dans les centres de santé
Sécurité alimentaire et Projet résilience	Liées à la nutrition	ACF	
Programme WASH intégré dans le traitement de la malnutrition aiguë sévère	Liées à la nutrition	ACF	
Renforcement du système de santé	Spécifique à la nutrition	UNICEF	
Sécurité Sociale	Liées à la nutrition	UNICEF	
C4D, gouvernance, couverture maladie universelle.	Spécifique à la nutrition	UNICEF	
Lutte contre les maladies courantes : diarrhée, CPN, CPON, rougeole, santé maternelle et infantile.		UNICEF	
Composante intégrée WASH et nutrition (WASH'in Nut).	Liées à la nutrition	UNICEF	
ATPC : assainissement total piloté par la communauté	Liées à la nutrition	UNICEF	
PAA : Programme d'Achat Alimentaire	Liées à la nutrition	FAO	
AISAN	Liées à la nutrition	FAO	Réassortiment de graines capitale d'espèces cultivées au Sénégal.
Projet Alimentation scolaire à Matam, Linguère et Sedhiou	Liées à la nutrition	FAO	Approvisionnement en repas scolaires pour les étudiants adolescents
Protection Sociale et Agriculture	Liées à la nutrition	FAO	Plaidoyer et renforcement des capacités pour la sécurité alimentaire et programme de protection sociale liée à la nutrition au Sénégal

Résumé des autres programmes présents au Sénégal *(A continué)*

Intervention	Type d'intervention	Organe d'exécution	Activités
PRAPS : Programme régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel.	Sécurité alimentaire	Conseil National de Sécurité Alimentaire	
DRIARS : projet de développement de résistance à l'insécurité alimentaire récurrente au Sénégal	Sécurité alimentaire	Conseil National de Sécurité Alimentaire	
P2RS	Liées à la nutrition	Conseil National de Sécurité Alimentaire	
PAA : Programme d'Achat Alimentaire	Liées à la nutrition	Conseil National de Sécurité Alimentaire	
PROACT	Liées à la nutrition	Conseil National de Sécurité Alimentaire	Gouvernance et coordination du domaine de la Nutrition
Sécurité Sociale	Protection sociale	Ministère de la Famille	
Intégration de la Nutrition dans le Curriculum	Liées à la nutrition	Ministère de l'éducation nationale	
Suppléments de Vitamine A	Liées à la nutrition	Ministère de l'éducation nationale	
ANIDA : Projet d'intégration sociale et professionnelle des jeunes	Sécurité alimentaire	Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural (MAER)	Promotion de l'accessibilité à l'agriculture (agriculture, élevage, pisciculture et autres)
Programme d'alimentation scolaire	Sécurité alimentaire	Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural (MAER)	Les champs communautaires désignés pour fournir les produits alimentaires pour les cafétérias scolaires
Le Projet d'appui au développement communautaire Matam (PRODAM)	Sécurité alimentaire	Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural (MAER)	Jardins potagers autour des points d'eau aménagés (forages, puits, etc.)
PASA-LOUMAKAF : projet d'appui à la sécurité alimentaire dans les régions de Louga, Matam et Kaffrine	Sécurité alimentaire	Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural (MAER)	Création de fermes horticoles
P2RS : Programme Résistance BAD	Liées à la nutrition	Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural (MAER)	
AGIR : Alliance Globale pour les Initiatives de Résistance au Sahel.	Liées à la nutrition	Union Européenne	

